

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31469]

20 JUIN 2013. — Ordonnance relative à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable en Région de Bruxelles-Capitale

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution et transpose la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

La présente ordonnance vise à réduire les risques et les effets des pesticides sur la santé humaine et sur l'environnement, notamment en interdisant l'utilisation des pesticides les plus dangereux, en veillant à ce que l'utilisation des pesticides se fasse sans porter atteinte à la santé humaine et à l'environnement et en encourageant le recours à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures et à des méthodes ou techniques de substitution, telles que les moyens non chimiques alternatifs aux pesticides.

Le Gouvernement peut déterminer les pesticides dont l'utilisation est interdite en raison des risques qu'ils représentent pour la santé humaine ou pour l'environnement.

Art. 2. La présente ordonnance s'applique aux pesticides qui sont des produits phytopharmaceutiques au sens de l'article 3, 4^o, a).

Art. 3. Pour l'application de la présente ordonnance et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1^o « règlement n^o 1107/2009/CE » : le règlement (CE) n^o 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil;

2^o « Gouvernement » : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

3^o « Institut » : l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;

4^o « pesticides » :

a) les produits phytopharmaceutiques définis au 5^o du présent article;

b) les produits biocides définis au 6^o du présent article;

5^o « produits phytopharmaceutiques » : les produits phytopharmaceutiques au sens du règlement n^o 1107/2009/CE, à savoir : les produits, sous la forme dans laquelle ils sont livrés à l'utilisateur, composés de substances actives, phytoprotecteurs ou synergistes, ou en contenant, et destinés à l'un des usages suivants :

a) protéger les végétaux ou les produits végétaux contre tous les organismes nuisibles ou prévenir l'action de ceux-ci, sauf si ces produits sont censés être utilisés principalement pour des raisons d'hygiène plutôt que pour la protection des végétaux ou des produits végétaux;

b) exercer une action sur les processus vitaux des végétaux, telles les substances, autres que les substances nutritives, exerçant une action sur leur croissance;

c) assurer la conservation des produits végétaux, pour autant que ces substances ou produits ne fassent pas l'objet de dispositions communautaires particulières concernant les agents conservateurs;

d) détruire les végétaux ou les parties de végétaux indésirables, à l'exception des algues à moins que les produits ne soient appliqués sur le sol ou l'eau pour protéger les végétaux;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31469]

20 JUNI 2013. — Ordonnantie betreffende een pesticidegebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een materie bedoeld in artikel 39 van de Grondwet en is de omzetting van Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden.

Deze ordonnantie beoogt de risico's en de effecten van het gebruik van pesticiden voor de menselijke gezondheid en het milieu te verminderen, met name door het gebruik van de gevaarlijkste pesticiden te verbieden, door erop toe te zien dat het gebruik van pesticiden gebeurt zonder aantasting van de menselijke gezondheid en het milieu, en door het gebruik van geïntegreerde gewasbescherming en alternatieve benaderingswijzen of technieken, zoals niet-chemische alternatieven voor pesticiden, aan te moedigen.

De Regering mag de pesticiden bepalen waarvan het gebruik is verboden vanwege de risico's die ze inhouden voor de menselijke gezondheid of voor het leefmilieu.

Art. 2. Deze ordonnantie is van toepassing op pesticiden die gewasbeschermingsmiddelen zijn in de zin van artikel 3, 4^o, a).

Art. 3. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1^o « verordening nr. 1107/2009/EG » : verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad;

2^o « Regering » : de Brussels Hoofdstedelijke Regering;

3^o « Instituut » : het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

4^o « pesticiden » :

a) de gewasbeschermingsmiddelen gedefinieerd in 5^o van dit artikel;

b) de biociden gedefinieerd in 6^o van dit artikel;

5^o « gewasbeschermingsmiddelen » : de gewasbeschermingsmiddelen in de zin van verordening nr. 1107/2009/EG, namelijk : de middelen, in de vorm waarin ze aan de gebruiker geleverd worden, die geheel of gedeeltelijk bestaan uit werkzame stoffen, beschermstoffen of synergisten, en die bestemd zijn voor een van de volgende toepassingen :

a) de bescherming van planten of plantaardige producten tegen alle schadelijke organismen of het verhinderen van de werking van dergelijke organismen, tenzij deze middelen worden beschouwd als middelen die vooral om hygiënische redenen worden gebruikt veeleer dan ter bescherming van planten of plantaardige producten;

b) het beïnvloeden van de levensprocessen van planten, zoals het beïnvloeden van hun groei, voor zover het niet gaat om nutritieve stoffen;

c) de bewaring van plantaardige producten, voor zover die stoffen of middelen niet onder bijzondere communautaire bepalingen inzake bewaarmiddelen vallen;

d) de vernietiging van ongewenste planten of delen van planten, met uitzondering van algen tenzij de producten op de bodem of in water worden gebruikt ter bescherming van planten;

e) freiner ou prévenir une croissance indésirable des végétaux, à l'exception des algues à moins que les produits ne soient appliqués sur le sol ou l'eau pour protéger les végétaux;

6° « biocides » : les produits biocides tels que définis par la Directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché des produits biocides, à savoir : les substances actives et les préparations contenant une ou plusieurs substances actives qui sont présentées sous la forme dans laquelle elles sont livrées à l'utilisateur, qui sont destinées à détruire, repousser ou rendre inoffensifs les organismes nuisibles, à en prévenir l'action ou à les combattre de toute autre manière, par une action chimique ou biologique;

7° « pesticides pour un usage professionnel » : les pesticides agréés pour un usage professionnel;

8° « pesticides pour un usage non professionnel » : les pesticides agréés pour un usage amateur;

9° « utilisateur professionnel » : toute personne qui utilise des pesticides au cours de son activité professionnelle, et notamment les opérateurs, les techniciens, les employeurs et les indépendants, et leurs sous-traitants respectifs, tant dans le secteur agricole que dans d'autres secteurs. Les gestionnaires d'espaces publics sont considérés comme des utilisateurs professionnels;

10° « utilisateur non professionnel » : toute personne qui utilise des pesticides mais qui ne répond pas à la définition visée au 9°;

11° « distributeur » : toute personne physique ou morale qui met un pesticide sur le marché, notamment les grossistes, les détaillants, les vendeurs et les fournisseurs;

12° « conseiller » : toute personne qui a acquis des connaissances suffisantes et fournit des conseils sur la lutte contre les ennemis des cultures et l'utilisation des pesticides en toute sécurité, à titre professionnel ou dans le cadre d'un service commercial, notamment les services de conseil privés indépendants et les services de conseil publics, les agents commerciaux, les producteurs de denrées alimentaires et les détaillants, le cas échéant;

13° « gestionnaire d'espaces publics » : tout service public chargé de l'entretien et de la protection des végétaux qui se trouvent dans les espaces publics ou toute personne physique ou morale effectuant ce type de services pour le compte des services publics;

14° « espaces publics » :

a) les parcs et les squares;

b) les biens visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier et ce quelle que soit leur superficie;

c) les accotements, bermes et autres terrains du domaine public faisant partie de la voirie ou y attenant, en ce compris les autoroutes, les lignes ferroviaires, les voies de tram et les sites propres des bus;

d) les berges des cours d'eau, étangs, marais ou toutes autres pièces d'eau relevant du domaine public;

e) les terrains faisant ou non partie du domaine public, dont une autorité publique est propriétaire, usufruitière, emphytéote, superficière ou locataire et qui sont utilisés à une fin d'utilité publique ou attenants à un bâtiment utilisé à une fin d'utilité publique. Sont exclus de cette définition les pépinières, les installations de production horticole qui sont exclusivement réservées aux services publics, les institutions situées dans le domaine public dont le but est la production, la recherche et l'enseignement agricole et horticole et les lieux et les bâtiments énumérés dans l'annexe IV de la présente ordonnance;

15° « plan relatif à l'application des pesticides dans les espaces publics » : un programme développé par un gestionnaire d'espaces publics qui souhaite utiliser des pesticides conformément aux dispositions de la présente ordonnance;

16° « ennemis des cultures » : les organismes nuisibles aux plantes et aux cultures visés par l'utilisation des pesticides;

17° « lutte intégrée contre les ennemis des cultures » : la prise en considération attentive de toutes les méthodes de protection des plantes disponibles et, par conséquent, l'intégration des mesures appropriées qui découragent le développement des populations d'organismes nuisibles et maintiennent le recours aux produits phytopharmaceutiques et à d'autres types d'interventions à des niveaux justifiés des points de vue économique et environnemental, et réduisent ou limitent au maximum les risques pour la santé humaine et l'environnement. La lutte intégrée contre les ennemis des cultures privilégie la croissance de cultures saines en veillant à perturber le moins possible les agro-écosystèmes et encourage les mécanismes naturels de lutte contre les ennemis des cultures;

e) de beperking of voorkoming van de ongewenste groei van planten, met uitzondering van algen tenzij de producten op de bodem of in water worden gebruikt ter bescherming van planten;

6° « biociden » : de biociden zoals gedefinieerd in Richtlijn 98/8/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 1998 betreffende het op de markt brengen van biociden, namelijk : werkzame stoffen en preparaten die, in de vorm waarin ze aan de gebruiker worden geleverd, een of meer werkzame stoffen bevatten en bestemd zijn om een schadelijk organisme te vernietigen, af te schrikken, onschadelijk te maken, de effecten daarvan te voorkomen of het op andere wijze langs chemische of biologische weg te bestrijden;

7° « pesticiden voor professioneel gebruik » : pesticiden goedgekeurd voor professioneel gebruik;

8° « pesticiden voor niet-professioneel gebruik » : pesticiden goedgekeurd voor amateurgebruik;

9° « professioneel gebruiker » : iedereen die pesticiden gebruikt bij de uitoefening van zijn beroepsactiviteit, en onder anderen de operatoren, technici, werkgevers en zelfstandigen en hun respectieve onderaannemers, zowel in de landbouwsector als in andere sectoren. De beheerders van openbare ruimten worden als professionele gebruikers beschouwd;

10° « niet-professioneel gebruiker » : iedereen die pesticiden gebruikt maar niet onder de definitie van 9° valt;

11° « distributeur » : iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die een pesticide op de markt brengt, onder anderen groothandelaars, kleinhandelaars, verkopers en leveranciers;

12° « voorlichter » : iedereen die voldoende kennis heeft verworven en advies verstrekt over de plaagbestrijding en het gebruik van pesticiden in alle veiligheid, ofwel in hoofde van zijn beroep, ofwel in het kader van een commerciële dienstverlening, onder anderen zelfstandige private adviesdiensten en openbare adviesdiensten, commerciële medewerkers, producenten van levensmiddelen en kleinhandelaars, indien van toepassing;

13° « beheerders van openbare ruimten » : elke overheidsdienst belast met het onderhoud en de bescherming van planten die zich in de openbare ruimten bevinden of elke natuurlijke of rechtspersoon die dergelijke diensten uitvoert voor rekening van overheidsdiensten;

14° « openbare ruimten » :

a) de parken en plantsoenen;

b) de goederen bedoeld in artikel 1 van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, en dit ongeacht hun oppervlakte;

c) de wegranden, bermes en andere terreinen van het openbaar domein die deel uitmaken van de weg of erbij horen, autosnelwegen, spoorwegen, tramsporen en busbanen inbegrepen;

d) de oevers van waterlopen, vijvers, moerassen of alle andere wateren die tot het openbaar domein behoren;

e) de terreinen die al dan niet tot het openbaar domein behoren waarvan een overheid eigenaar, vruchtgebruiker, pachter, opstalhouder of huurder is en die voor openbaar nut worden gebruikt of horen bij een gebouw dat voor openbaar nut wordt gebruikt, met uitzondering van boomkwekerijen en tuinbouwinstallaties die uitsluitend voor openbare diensten zijn bestemd, de instellingen gelegen in het openbaar domein en die productie, onderzoek en onderwijs in land- en tuinbouw tot doel hebben, net als de plaatsen en gebouwen opgesomd in bijlage IV bij deze ordonnantie;

15° « plan voor het gebruik van pesticiden in openbare ruimten » : een programma uitgewerkt door een beheerder van openbare ruimten die pesticiden wenst te gebruiken conform de bepalingen van deze ordonnantie;

16° « gewasbedreigende organismen » : organismen die schadelijk zijn voor de planten en culturen en bestreden worden met pesticiden;

17° « geïntegreerde gewasbescherming » : de zorgvuldige afweging van alle beschikbare gewasbeschermingsmethoden, gevolgd door de integratie van passende maatregelen die de ontwikkeling van populaties van schadelijke organismen tegengaan, het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en andere vormen van interventie tot economisch en ecologisch verantwoorde niveaus beperkt houden en het risico voor de gezondheid van de mens en voor het milieu tot een minimum beperken. Bij de geïntegreerde gewasbescherming ligt de nadruk op de groei van gezonde gewassen, waarbij de landbouwecosystemen zo weinig mogelijk worden verstoord en natuurlijke plaagbestrijding wordt aangemoedigd;

18° « méthodes de substitution non chimiques » : toutes les méthodes de substitution aux pesticides chimiques pour la protection des plantes et la lutte contre les ennemis des cultures, telles que notamment les méthodes physiques, mécaniques ou biologiques de lutte contre les ennemis des cultures et toute méthode de prévention permettant de supprimer l'utilisation de pesticides chimiques;

19° « espèces invasives » : les espèces définies à l'article 3, 45° de l'ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature;

20° « matériel d'application des pesticides » : tout équipement spécialement destiné à l'application de pesticides, y compris des accessoires qui sont essentiels au fonctionnement efficace de tels équipements, tels que des buses, manomètres, filtres, tamis et dispositifs de nettoyage des cuves;

21° zone tampon » : une zone de taille appropriée sur laquelle le stockage et l'épandage de produits phytopharmaceutiques est interdit;

22° « terrains revêtus non cultivables » : surfaces pavées, bétonnées, stabilisées, couvertes de dolomies, graviers ou de ballast, telles que notamment les trottoirs, cours, accotements, voies de chemin de fer, voiries;

23° « terrains meubles non cultivés en permanence » : surfaces meubles qui ne sont pas destinées à l'agriculture ou à être semées ou plantées à court terme, c'est-à-dire durant une période de 6 à 12 mois;

24° les termes « eaux de surface » et « eaux souterraines » ont le même sens que dans l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau;

25° « groupes vulnérables » : les personnes définies à l'article 3, 14) du règlement n° 1107/2009/CE, à savoir : les personnes nécessitant une attention particulière dans le contexte de l'évaluation des effets aigus et chroniques des produits phytopharmaceutiques sur la santé. Font partie de ces groupes les femmes enceintes et les femmes allaitantes, les enfants à naître, les nourrissons et les enfants, les personnes âgées et les travailleurs et habitants fortement exposés aux pesticides sur le long terme;

26° « phytolice » : le certificat délivré par l'autorité fédérale pour l'utilisation professionnelle, la distribution ou le conseil de pesticides, conformément à l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable;

27° « indicateur de risques » : le résultat d'une méthode de calcul qui est utilisée pour évaluer les risques que présentent les pesticides pour la santé humaine et/ou l'environnement.

CHAPITRE 2. — Programme régional de réduction des pesticides

Art. 4. § 1^{er}. Le programme régional de réduction des pesticides fixe, pour la Région de Bruxelles-Capitale, les objectifs quantitatifs, les cibles, les mesures et les calendriers en vue de réduire les risques et les effets de l'utilisation des pesticides sur la santé humaine et l'environnement et d'encourager l'élaboration et l'introduction de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures et de méthodes ou de techniques de substitution en vue de réduire la dépendance à l'égard de l'utilisation des pesticides. Ces objectifs peuvent relever de différents sujets de préoccupation, par exemple la protection de l'environnement et de la santé en milieu urbain, les résidus, le recours à des techniques particulières ou l'utilisation sur certaines cultures.

Le programme régional de réduction des pesticides veillera à réduire fortement l'utilisation des pesticides sur le territoire régional tant par les utilisateurs professionnels que par les utilisateurs non professionnels.

§ 2. Le programme régional de réduction des pesticides comprend des indicateurs de risques destinés à surveiller l'utilisation des pesticides contenant des substances actives particulièrement préoccupantes au sens de l'article 3, 4) du règlement n° 1107/2009, notamment quand il existe des méthodes de substitution.

§ 3. Sur la base de ces indicateurs et compte tenu, le cas échéant, des objectifs de réduction du risque ou de l'utilisation déjà atteints avant l'adoption du programme régional de réduction des pesticides, le programme régional de réduction établit des calendriers et des objectifs pour la réduction de l'utilisation des pesticides, notamment si la réduction de l'utilisation est un moyen approprié d'obtenir une réduction du risque quant aux éléments définis comme prioritaires selon l'article 21, § 2. Ces objectifs peuvent être intermédiaires ou finaux. Le programme régional de réduction des pesticides prévoit tous les moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs.

18° « niet-chemische alternatieve methoden » : alle methoden die een alternatief vormen voor chemische pesticiden voor gewasbescherming en plaagbestrijding, zoals onder meer fysieke, mechanische of biologische bestrijdingsmethoden en elke preventiemethode die het gebruik van chemische pesticiden overbodig maken;

19° « invasieve soorten » : de soorten gedefinieerd in artikel 3, 45° van de ordonnantie van 1 maart 2012 betreffende het natuurbehoud;

20° « apparatuur voor de toepassing van pesticiden » : apparaat dat specifiek is bestemd voor de toepassing van pesticiden, inclusief hulpstukken die essentieel zijn voor de doeltreffende werking daarvan, zoals spuitdoppen, manometers, filters, zeven en toebehoren voor het schoonmaken van tanks;

21° « bufferzone » : een zone met passende afmetingen waarin de opslag en toepassing van gewasbeschermingsmiddelen verboden is;

22° « onverbouwde terreinen met bedekking » : oppervlakken bedekt met tegels, beton, gestabiliseerd zand, dolomiet, grind of ballast, zoals onder meer trottoirs, pleinen, bermen, spoorwegen, wegen;

23° « mulle terreinen die permanent onverbouwd blijven » : mulle oppervlakken die niet voor de landbouw bestemd zijn en die niet ingezaaid of beplant worden op korte termijn, dit is gedurende een periode van 6 tot 12 maanden;

24° de termen « oppervlaktewater » en « grondwater » hebben dezelfde betekenis als in de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid;

25° « kwetsbare groepen » : de personen gedefinieerd in artikel 3, 14) van verordening nr. 1107/2009/EG, namelijk : personen die specifieke aandacht behoeven als het gaat om de beoordeling van acute en chronische gevolgen van gewasbeschermingsmiddelen voor de gezondheid. Maken deel uit van deze groepen : zwangere en zogende vrouwen, ongeboren kinderen, zuigelingen en kinderen, senioren en werknemers en inwoners die sterk aan pesticiden blootgesteld worden op lange termijn;

26° « fytolice » : een certificaat uitgereikt door de federale autoriteit voor professioneel gebruik of distributie van of voorlichting over pesticiden, conform het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen;

27° « risico-indicatoren » : het resultaat van een berekeningsmethode gebruikt om na te gaan welke risico's pesticiden vertegenwoordigen voor de gezondheid van de mens en/of het leefmilieu.

HOOFDSTUK 2. — Gewestelijk reductieprogramma voor pesticiden

Art. 4. § 1. Het gewestelijk reductieprogramma voor pesticiden legt de volgende elementen vast voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : de kwantitatieve doelstellingen, de streefdoelen, de maatregelen en de planningen om de risico's en de gevolgen van het gebruik van pesticiden op de gezondheid van de mens en het leefmilieu te beperken en om de opstelling en invoering van een geïntegreerde gewasbescherming en alternatieve methoden of technieken aan te moedigen om de afhankelijkheid van het gebruik van pesticiden te verminderen. Die doelstellingen kunnen door verschillende bekommernissen ingegeven worden, zoals de bescherming van het leefmilieu en de gezondheid in een stedelijke omgeving, residuen, het gebruik van bijzondere technieken of het gebruik op bepaalde gewassen.

Het gewestelijk reductieprogramma voor pesticiden zal erop toezien om het gebruik van pesticiden op het gewestelijke grondgebied door zowel de professionele gebruikers als de niet-professionele gebruikers sterk te verminderen.

§ 2. Het gewestelijk reductieprogramma voor pesticiden omvat de risico-indicatoren bestemd om toe te zien op het gebruik van pesticiden die werkzame stoffen bevatten die bijzonder zorgwekkend zijn in de zin van artikel 3, 4), van verordening nr. 1107/2009, met name wanneer er vervangende methoden bestaan.

§ 3. Op basis van deze indicatoren en, desgevallend, rekening houdend met risico- of gebruiksreductiedoelstellingen die reeds vóór de aanneming van het gewestelijke reductieprogramma voor pesticiden bereikt werden, legt het gewestelijke reductieprogramma planningen en doelstellingen vast voor de reductie van het gebruik van pesticiden, met name wanneer een gebruiksreductie een geschikte manier is om ook het risico te reduceren met betrekking tot de elementen die als prioritair gedefinieerd werden volgens artikel 21, § 2. Die doelstellingen kunnen tussentijdse of einddoelstellingen zijn. Het gewestelijk reductieprogramma voor pesticiden voorziet in alle nodige middelen om die doelstellingen te bereiken.

Lors de l'adoption ou de la révision du programme régional de réduction des pesticides, il est tenu compte des incidences sanitaires, sociales, économiques et environnementales des mesures envisagées et des circonstances nationales, régionales et locales ainsi que de toutes les parties concernées.

§ 4. Le programme régional de réduction des pesticides décrit :

- comment les mesures visées aux articles 6 à 24 de la présente ordonnance en vue d'atteindre les objectifs énumérés au premier paragraphe, seront appliquées;
- les mesures mises en place en vue de s'assurer que les utilisateurs professionnels respectent les principes de lutte intégrée, visés à l'article 12 de la présente ordonnance;
- les mesures d'information et de sensibilisation des utilisateurs, tant professionnels que non professionnels, visées à l'article 17 de la présente ordonnance.

§ 5. Le programme régional de réduction des pesticides prend en compte les programmes prévus par d'autres dispositions de la législation européenne et bruxelloise relative à l'utilisation de pesticides, tels, par exemple, les programmes de mesures au sens de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau.

Art. 5. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête le programme régional de réduction des pesticides et le publie au *Moniteur belge*.

§ 2. Le Gouvernement réexamine le programme régional de réduction tous les cinq ans. Les modifications apportées au programme régional de réduction sont publiées au *Moniteur belge*.

§ 3. Les dispositions relatives à la procédure d'enquête publique énoncées par l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement sont applicables à l'adoption et à la révision du programme régional de réduction.

Simultanément à l'enquête publique, le Gouvernement soumet le projet de programme pour avis aux autorités qu'il désigne.

Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande de l'Institut. L'absence d'avis équivaut à un avis favorable. La moitié au moins du délai de trente jours se situe en dehors des périodes de vacances scolaires.

CHAPITRE 3. — Principes applicables à l'utilisation de pesticides

Section 1^{re}. — Dans les espaces publics

Art. 6. § 1^{er}. Il est interdit d'appliquer des pesticides dans les espaces publics.

Le gestionnaire d'espaces publics doit utiliser des techniques alternatives à l'utilisation des pesticides.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, sans préjudice des interdictions particulières fixées à l'article 8, l'application de pesticides est autorisée, jusqu'au 31 décembre 2018 au plus tard, moyennant le respect des conditions cumulatives suivantes :

1° au plus tard pour le 31 décembre 2014, l'élaboration d'un plan relatif à l'application des pesticides dans les espaces publics. Ce plan énumère les mesures nécessaires pour mettre en pratique une réduction progressive de l'utilisation des pesticides dans les espaces publics jusqu'au 31 décembre 2018 au plus tard. Il décrit également les mesures envisagées pour aboutir au respect de l'interdiction de l'utilisation des pesticides dans les espaces publics au plus tard le 1^{er} janvier 2019, sous réserve des dérogations prévues à l'article 9 de la présente ordonnance. Le contenu minimal du plan ainsi que la procédure de demande de dérogation sont définis par le Gouvernement;

2° le respect des principes de lutte intégrée contre les ennemis des cultures visés à l'annexe I^{re};

3° l'application de pesticides limitée aux utilisations suivantes :

a) la protection et l'entretien, par traitement localisé, des plantes ornementales;

b) l'entretien des terrains revêtus d'une couverture autre que végétale non reliés à un réseau de collecte des eaux pluviales et ne bordant pas des eaux de surface ou des plans d'eau (étang, mare, fossé humide, canal de drainage,...);

4° l'application de pesticides ne relevant pas des classifications « toxique ou très toxique (symbole T ou T+) », « corrosif (symbole C) », et/ou « nocif, irritant et/ou sensibilisant (symbole X) » telles que définies par l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement et l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la

Tijdens de aanneming of de herziening van het gewestelijk reductieprogramma voor pesticiden wordt rekening gehouden met de sanitaire, sociale, economische en ecologische effecten van de overwogen maatregelen en met de nationale, gewestelijke en plaatselijke omstandigheden, net als met alle betrokken partijen.

§ 4. Het gewestelijk reductieprogramma voor pesticiden beschrijft :

- hoe de maatregelen bedoeld in de artikelen 6 tot en met 24 van deze ordonnantie zullen worden toegepast om de in de eerste paragraaf opgesomde doelstellingen te bereiken;
- de ingestelde maatregelen om te garanderen dat de professionele gebruikers in de artikel 12 van deze ordonnantie bedoelde beginselen van geïntegreerde gewasbescherming naleven;
- de maatregelen inzake voorlichting en sensibilisering van zowel professionele gebruikers als niet-professionele gebruikers, bedoeld in artikel 17 van deze ordonnantie.

§ 5. Het gewestelijk reductieprogramma voor pesticiden houdt rekening met de programma's voorzien in andere bepalingen van de Europese en Brusselse wetgeving met betrekking tot het gebruik van pesticiden, zoals de maatregelenprogramma's in de zin van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid.

Art. 5. § 1. De Regering legt het gewestelijk reductieprogramma voor pesticiden vast en publiceert het in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. De Regering herbekijkt het gewestelijk reductieprogramma om de vijf jaar. De wijzigingen aangebracht aan het gewestelijk reductieprogramma worden in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

§ 3. De bepalingen met betrekking tot de procedure van het openbaar onderzoek zoals vermeld in de ordonnantie van 18 maart 2004 betreffende de milieueffectenbeoordeling van bepaalde plannen en programma's zijn van toepassing bij de aanneming en herziening van het gewestelijk reductieprogramma.

Samen met het openbaar onderzoek legt de Regering het ontwerp-programma ter advies voor aan de instanties die zij aanduidt.

De adviezen worden binnen de dertig dagen na het verzoek van het Instituut meegedeeld. Het ontbreken van een advies staat gelijk met een gunstig advies. Minstens de helft van de termijn van dertig dagen valt buiten de schoolvakantieperiodes.

HOOFDSTUK 3. — Principes van toepassing op het gebruik van pesticiden

Afdeling 1. — In openbare ruimten

Art. 6. § 1. Het is verboden om pesticiden te gebruiken in openbare ruimten.

De beheerder van openbare ruimten dient andere technieken te gebruiken dan pesticiden.

§ 2. In afwijking op paragraaf 1, en zonder afbreuk te doen aan de bijzondere verbodsbepalingen die vastgelegd zijn in artikel 8, is het gebruik van pesticiden toegestaan tot uiterlijk 31 december 2018, mits de volgende voorwaarden in acht genomen worden :

1° uiterlijk 31 december 2014 de opstelling van een plan betreffende het gebruik van pesticiden in openbare ruimten. Het plan geeft een opsomming van de maatregelen vereist om een progressieve vermindering van het gebruik van pesticiden in openbare ruimten in de praktijk te brengen tot uiterlijk 31 december 2018. Het plan beschrijft ook de overwogen maatregelen om het verbod op het gebruik van pesticiden in openbare ruimten na te leven uiterlijk 1 januari 2019, onder voorbehoud van de afwijkingen die bepaald zijn in artikel 9 van deze ordonnantie. De minimale inhoud van het plan en de procedure voor de aanvraag van een afwijking worden door de Regering vastgelegd;

2° de naleving van de beginselen van geïntegreerde gewasbescherming bedoeld in bijlage I;

3° het gebruik van pesticiden blijft beperkt tot de volgende toepassingen :

a) de bescherming en de verzorging, d.m.v. plaatselijke behandeling, van sierplanten;

b) het onderhoud van terreinen met een andere bedekking dan een plantenbedekking die niet verbonden zijn met een regenwaterverzameling en niet grenzen aan oppervlaktewater of waterpartijen (vijver, poel, gracht, afwateringskanaal,...);

4° het gebruik van pesticiden die niet ingedeeld zijn bij de classificaties « giftig of zeer giftig » (symbool T of T+) », « corrosief (symbool C) » en/of « schadelijk, irriterend en/of sensibiliserend (symbool X) » zoals gedefinieerd in het koninklijk besluit van 24 mei 1982 houdende reglementering van het in de handel brengen van stoffen die gevaarlijk kunnen zijn voor de mens of voor zijn leefmilieu en het

classification, l'emballage et l'étiquetage des mélanges dangereux en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi, ou ne portant pas un ou plusieurs pictogramme(s) SGH05 à SGH08 tels qu'imposés par le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les Directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.

Toutefois, en l'absence sur le marché de produits d'efficacité satisfaisante autres que ceux visés à l'alinéa 1^{er}, les insecticides utilisés conformément au paragraphe 2, 3°, a) et b) pour la protection des plantes ornementales peuvent relever de la classification « nocif ou irritant (symbole X) » telle que définie par l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché des substances pouvant être considérées comme dangereuses pour l'homme ou son environnement et l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des mélanges dangereux en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi, ou porter un ou plusieurs pictogramme(s) SGH05 ou SG07 tels qu'imposés par le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les Directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006;

5° l'emballage ou l'étiquette des pesticides appliqués ne comporte pas :

a) une référence à l'une des phrases de risque visées à l'annexe III, partie A de la présente ordonnance;

b) une référence à l'une des phrases de risque visées à l'annexe III, partie B de la présente ordonnance, la mention « Ne pas utiliser aux abords des plans d'eau et cours d'eau » ou le symbole N (ou SGH09) « dangereux pour l'environnement », sauf si le produit est :

i) un insecticide utilisé, conformément au § 2, 3°, a) et b) pour la protection des plantes ornementales;

ii) un herbicide utilisé, conformément au § 2, 3°, b) pour l'entretien des terrains revêtus d'une couverture autre que végétale;

6° la désignation par le gestionnaire d'espaces publics d'au minimum une personne physique responsable des achats, de la gestion du local de pesticides, du matériel d'épandage, ainsi que du développement des alternatives aux pesticides disposant au minimum d'une phytotoxicité de type P2 (Usage professionnel) conformément à l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytomédicaments et adjuvants compatible avec le développement durable.

§ 3. – Le Gouvernement peut compléter les conditions d'utilisation visées au paragraphe 2.

Section 2. — Dans les zones sensibles à risques accrus

Art. 7. § 1^{er}. L'application des pesticides est interdite dans les lieux mentionnés dans l'annexe IV, partie A, de la présente ordonnance et à moins de 50 mètres de ces lieux sans que cette interdiction s'applique au-delà de la limite foncière.

L'application des pesticides est interdite dans les lieux mentionnés dans l'annexe IV, partie B, de la présente ordonnance et à moins de 10 mètres de ces lieux sans que cette interdiction s'applique au-delà de la limite foncière.

L'application des pesticides est interdite à moins de 50 mètres des bâtiments d'accueil ou d'hébergement des groupes vulnérables situés au sein des établissements mentionnés dans l'annexe IV, partie C, de la présente ordonnance sans que cette interdiction s'applique au-delà de la limite foncière de ces derniers.

§ 2. Des mesures appropriées sont prises par le propriétaire et/ou le gestionnaire des lieux et des bâtiments visés à l'annexe IV afin que les pesticides qu'ils utilisent ne puissent pas dériver et atteindre ces lieux et bâtiments.

Le Gouvernement peut fixer les mesures appropriées de lutte contre la dérive visée à l'alinéa précédent.

koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke mengsels met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan of geen pictogram(men) SGH05 tot en met SGH08 dragen zoals opgelegd door de verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels tot wijziging en intrekking van de Richtlijnen 67/548/EEG en 1999/45/EG en tot wijziging van verordening (EG) nr. 1907/2006.

Zijn er geen efficiënte producten op de markt anders dan deze bedoeld in lid 1, dan mogen de insecticiden gebruikt conform paragraaf 2, 3°, a) en b) voor de bescherming van sierplanten toch tot de classificatie « schadelijk of irriterend (symbool X) » behoren zoals gedefinieerd in het koninklijk besluit van 24 mei 1982 houdende reglementering van het in de handel brengen van stoffen die gevaarlijk kunnen zijn voor de mens of voor zijn leefmilieu en het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke mengsels met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan of een of meer pictogrammen SGH05 of SG07 dragen zoals opgelegd in verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels tot wijziging en intrekking van de Richtlijnen 67/548/EEG en 1999/45/EG en tot wijziging van verordening (EG) nr. 1907/2006;

5° de verpakking of het etiket van de gebruikte pesticiden bevat geen :

a) verwijzing naar een van de risicozinnen bedoeld in bijlage III, deel A van deze ordonnantie;

b) verwijzing naar een van de risicozinnen bedoeld in bijlage III, deel B van deze ordonnantie, geen vermelding « Niet gebruiken in de omgeving van waterpartijen en waterlopen » noch het symbool N (of SGH09) « gevaarlijk voor het leefmilieu », tenzij het product :

i) een insecticide is dat conform § 2, 3°, a) en b), gebruikt wordt voor de bescherming van sierplanten;

ii) een herbicide is dat conform § 2, 3°, b), gebruikt wordt voor het onderhoud van terreinen met een andere bedekking dan een plantenbedekking;

6° de aanstelling door de beheerder van openbare ruimten van ten minste één natuurlijke persoon verantwoordelijk voor de aankopen, het beheer van het pesticidelokaal, het toepassingsmateriaal en voor de ontwikkeling van alternatieven voor pesticiden die minstens beschikt over een fytotoxiciteit type P2 (Professioneel gebruik) conform het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.

§ 3. De Regering mag de gebruiksvoorwaarden bedoeld in paragraaf 2 aanvullen.

Afdeling 2. — In kwetsbare gebieden met een verhoogd risico

Art. 7. § 1. Het gebruik van pesticiden is verboden op de plaatsen vermeld in bijlage IV, deel A, van deze ordonnantie en op minder dan 50 meter van deze plaatsen zonder dat dit verbod van toepassing is over de perceelgrens heen.

Het gebruik van pesticiden is verboden op de plaatsen vermeld in bijlage IV, deel B, van deze ordonnantie en op minder dan 10 meter van deze plaatsen zonder dat dit verbod van toepassing is over de perceelgrens heen.

Het gebruik van pesticiden is verboden op minder dan 50 meter van onthaal- of verblijfsgebouwen van kwetsbare groepen gelegen in een van de inrichtingen vermeld in bijlage IV, deel C, van deze ordonnantie zonder dat dit verbod van toepassing is over de perceelgrens heen.

§ 2. De eigenaar en/of beheerder van de ruimten en gebouwen bedoeld in bijlage IV treffen de geschikte maatregelen opdat de pesticiden die zij gebruiken niet kunnen verwaaien en deze plaatsen en gebouwen bereiken.

De Regering mag de geschikte maatregelen bepalen om de in het vorige lid bedoelde verwaaiing tegen te gaan.

Art. 8. § 1^{er}. L'application de pesticides est interdite dans :

a) les zones de protection de type I et II visées à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 2002 délimitant les zones de protection des captages d'eau souterraine au Bois de la Cambre et à la Drève de Lorraine dans la forêt de Soignes;

b) les zones de protection de type III visées à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 2002 délimitant les zones de protection des captages d'eau souterraine au Bois de la Cambre et à la Drève de Lorraine dans la forêt de Soignes, à partir du 1^{er} janvier 2016;

c) les zones de protection des zones de prises d'eau souterraine, en activité ou non, délimitées par un cercle de 10 mètres de diamètre autour des installations de captage;

d) les réserves naturelles visées aux articles 25, 26 et 32 de l'ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature;

e) les réserves forestières visées à l'article 36 de l'ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature;

f) les sites Natura 2000 visés à l'article 3, 27^o, de l'ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature, sans préjudice des interdictions prises en vertu de l'article 47, § 2 de cette ordonnance.

§ 2. L'application des pesticides est interdite dans les zones tampons suivantes :

1^o le long des eaux de surface sur une largeur minimale de six mètres à partir de la crête de berge ne pouvant être inférieure à celle définie dans l'acte d'agrément de chaque pesticide en vertu de l'arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole;

2^o sur une largeur d'un mètre le long des terrains revêtus non cultivables reliés à un réseau de collecte des eaux pluviales;

3^o sur une largeur d'un mètre à partir de la rupture de pente en amont des terrains meubles non cultivés en permanence sujets au ruissellement en raison d'une pente supérieure ou égale à 10 % et qui sont contigus à une eau de surface ou à un terrain revêtu non cultivable relié à un réseau de collecte des eaux pluviales.

§ 3. Le Gouvernement peut compléter la liste de zones visées aux paragraphes 1^{er} et 2 afin de limiter les risques pour la santé humaine, la santé animale, l'environnement et l'usage spécifique de l'eau destinée à la consommation humaine qui sont liés à l'utilisation de pesticides dans des zones spécifiques.

Section 3. — Dispositions communes aux espaces publics et aux zones sensibles à risques accrus

Art. 9. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 6, § 1^{er}, 7, § 1^{er} et 8, § 1^{er}, a) à c), certains pesticides peuvent être appliqués pour des raisons de santé ou de sécurité publique, de conservation de la nature ou de conservation du patrimoine végétal dans le respect des principes de lutte intégrée contre les ennemis des cultures, en dernier recours, pour le traitement limité et localisé par pulvérisateur à lance ou par pulvérisateur à dos sur les espèces suivantes :

1^o *Carduus crispus*, *Cirsium palustre*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense* et *Rumex*;

2^o espèces invasives;

3^o organismes nuisibles tels que précisés par l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

Les pesticides utilisés ne peuvent pas porter les symboles T, C tels que visés par l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché des substances pouvant être considérées comme dangereuses pour l'homme ou son environnement et l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des mélanges dangereux en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi ou un ou plusieurs pictogramme(s) SGH05, SGH06 ou SGH08 tels qu'imposés par le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les Directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.

Art. 8. § 1. Het gebruik van pesticiden is verboden in :

a) de beschermingsgebieden van type I en II bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 september 2002 houdende afbakening van een beschermingszone rondom grondwaterwinningen in het Ter Kamerenbos en onder de Lotharingendreef in het Zoniënwoud;

b) de beschermingsgebieden van type III bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 september 2002 houdende afbakening van een beschermingszone rondom grondwaterwinningen in het Ter Kamerenbos en onder de Lotharingendreef in het Zoniënwoud, vanaf 1 januari 2016;

c) de beschermingsgebieden van al dan niet in gebruik zijnde grondwaterwinningsgebieden, afgebakend door een kring met een diameter van 10 meter rond de waterwinningsinstallaties;

d) de natuurgebieden bedoeld in de artikelen 25, 26 en 32 van de ordonnantie van 1 maart 2012 betreffende het natuurbehoud;

e) de bosreservaten bedoeld in artikel 36 van de ordonnantie van 1 maart 2012 betreffende het natuurbehoud;

f) de Natura 2000-gebieden bedoeld in artikel 3, 27^o van de ordonnantie van 1 maart 2012 betreffende het natuurbehoud, onverminderd de verbodsbepalingen die genomen worden krachtens artikel 47, § 2 van deze ordonnantie.

§ 2. De toepassing van pesticiden is verboden in de volgende bufferzones :

1^o langs oppervlaktewater op een minimale breedte van zes meter vanaf de top van de oever die niet lager mag zijn dan de hoogte gedefinieerd in de erkenningsakte van elk pesticide krachtens het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik;

2^o langs onverbouwde terreinen met een bedekking die met een regenwaterverzamelleiding zijn verbonden, en dat tot een breedte van één meter;

3^o stroomopwaarts van mulle terreinen die permanent onverbouwd blijven en waarnaar het water afvloeit vanwege een hellingshoek van meer dan of gelijk aan 10 % en die grenzen aan oppervlaktewater of een onverbouwbaar terrein met een bedekking die met een regenwaterverzamelleiding is verbonden, over een breedte van één meter vanaf de breuklijn van de helling.

§ 3. De Regering kan de lijst van gebieden bedoeld in de paragrafen 1 en 2 aanvullen om de risico's te beperken voor de gezondheid van mens en dier, het leefmilieu en het specifieke gebruik van water bestemd voor menselijk gebruik gekoppeld aan het gebruik van pesticiden in specifieke gebieden.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen voor openbare ruimten en kwetsbare gebieden met een verhoogd risico

Art. 9. § 1. In afwijking op de artikelen 6, § 1, 7, § 1 en 8, § 1, a), tot en met c), mogen bepaalde pesticiden gebruikt worden omwille van de volksgezondheid of de openbare veiligheid, het natuurbehoud of de bescherming van het plantaardige erfgoed met naleving van de beginselen van geïntegreerde gewasbescherming, in laatste instantie, voor de beperkte en lokale behandeling met een sproeislang of een rugsproeier op de volgende soorten :

1^o *Carduus crispus*, *Cirsium palustre*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense* en *Rumex*;

2^o invasieve soorten;

3^o schadelijke organismen zoals gedefinieerd in het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen.

De gebruikte pesticiden mogen geen symbool T of C dragen zoals gedefinieerd in het koninklijk besluit van 24 mei 1982 houdende reglementering van het in de handel brengen van stoffen die gevaarlijk kunnen zijn voor de mens of voor zijn leefmilieu en het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke mengsels met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan of geen pictogram(men) SGH05, SGH06 of SGH08 dragen zoals opgelegd door de verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels tot wijziging en intrekking van de Richtlijnen 67/548/EEG en 1999/45/EG en tot wijziging van verordening (EG) nr. 1907/2006.

Le Gouvernement peut identifier d'autres espèces contre lesquelles un traitement par pesticides est autorisé conformément au présent paragraphe. Il peut compléter et modifier la liste des symboles, des phrases de risques et des substances actives des pesticides qui ne peuvent pas être utilisés en vertu du présent paragraphe.

§ 2. Le régime de dérogation applicable à l'article 8 § 1^{er}, *d*) à *f*) est celui applicable aux articles 27, 38 et 47 de l'ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature.

§ 3. Aucune dérogation n'est admise dans les zones tampons visées à l'article 8, § 2.

§ 4. Dans les cas visés au § 1^{er}, le propriétaire et /ou le gestionnaire de la zone à traiter s'assure que la personne appliquant les pesticides :

1° utilise des pesticides uniquement si les méthodes non chimiques disponibles se révèlent inefficaces;

2° possède au minimum une phytolice de type P2 (Usage professionnel) conformément à l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable;

3° respecte les principes de lutte intégrée contre les ennemis des cultures visés à l'annexe I^{re}, en privilégiant les méthodes de substitution non chimiques;

4° utilise un matériel d'application adéquat limitant la dérive, bien réglé et en bon état;

5° se conforme aux recommandations figurant sur l'étiquette et l'emballage des produits utilisés;

6° respecte les zones tampons prévues à l'article 8, § 2;

7° prend toute autre mesure appropriée pour éviter de porter préjudice à l'environnement.

Le Gouvernement peut compléter les conditions d'utilisation visées au présent paragraphe.

Art. 10. § 1^{er}. Pour chaque application des pesticides autorisée conformément aux articles 6, § 2 et 9, § 1^{er}, l'accès à la partie des lieux identifiés aux articles 6 à 8 fréquentés par le grand public est interdit aux personnes autres que celles chargées de l'application des produits, pendant la durée du traitement et jusqu'à l'expiration du délai de ré-entrée tel qu'il est défini, le cas échéant, dans l'acte d'agrément du produit conformément à l'arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole.

§ 2. Préalablement aux opérations d'application des pesticides, les zones à traiter situées dans les lieux identifiés aux articles 6 à 8 fréquentées par le grand public sont délimitées par un balisage et font l'objet d'un affichage signalant au public l'interdiction d'accès à ces zones.

L'affichage informatif est mis en place au moins vingt-quatre heures avant l'application du produit, à l'entrée des lieux où se situent les zones à traiter ou à proximité de ces zones. L'affichage mentionne la date du traitement, le produit utilisé et la durée prévue d'éviction du public.

L'affichage et le balisage des zones traitées restent en place jusqu'à l'expiration du délai d'éviction du public.

§ 3. Le Gouvernement peut préciser les modalités de l'affichage et du balisage visés au présent article.

Art. 11. Pour chaque application des pesticides autorisée conformément aux articles 6, § 2 et 9, § 1^{er}, le gestionnaire de la zone traitée tient, pendant trois ans au moins, un registre des pesticides qu'il utilise, contenant le nom du pesticide, le moment de l'utilisation, la dose utilisée, la zone et la culture où le pesticide a été utilisé, conforme à l'article 67 du règlement n° 1107/2009/CE.

De Regering kan andere soorten identificeren waarop een behandeling met pesticiden is toegestaan in overeenstemming met deze paragraaf. Ze kan ook de lijst met symbolen, risicozinnen en werkzame stoffen in pesticiden die niet gebruikt mogen worden krachtens deze paragraaf, aanvullen en wijzigen.

§ 2. De afwijkingsregeling die van toepassing is op artikel 8, § 1, *d*) tot en met *f*) is de regeling die van toepassing is op de artikelen 27, 38 en 47 van de ordonnantie van 1 maart 2012 betreffende het natuurbehoud.

§ 3. Er wordt geen enkele afwijking toegestaan in de bufferzones bedoeld in artikel 8, § 2.

§ 4. In de gevallen bedoeld in § 1 vergewist de eigenaar en/of beheerder van het te behandelen gebied zich ervan dat de persoon die de pesticiden toepast :

1° slechts pesticiden gebruikt wanneer de beschikbare niet-chemische methoden ondoeltreffend blijken;

2° minstens beschikt over een fytoliceentie type P2 (Professioneel gebruik) conform het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen;

3° de beginselen van geïntegreerde gewasbescherming bedoeld in bijlage I naleeft en de voorkeur geeft aan niet-chemische alternatieve methoden;

4° geschikt materiaal gebruikt dat verwaaiing beperkt, dat goed afgesteld is en in goede staat is;

5° zich richt naar de aanbevelingen vermeld op het etiket en de verpakking van de gebruikte producten;

6° de in artikel 8, § 2 bepaalde bufferzones respecteert;

7° alle andere geschikte maatregelen treft om te vermijden dat schade wordt toegebracht aan het leefmilieu.

De Regering kan de in deze paragraaf bedoelde gebruiksvoorwaarden aanvullen.

Art. 10. § 1. Voor elk gebruik van pesticiden toegestaan conform de artikelen 6, § 2 en 9, § 1 is de toegang tot het deel van de in de artikelen 6 tot en met 8 geïdentificeerde plaatsen die door het grote publiek bezocht worden, verboden voor andere personen dan deze belast met de toepassing van de producten, en dat voor de duur van de behandeling tot het verstrijken van de heropeningstermijn zoals, desgevallend, gedefinieerd in de erkenningsakte van het product conform het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik.

§ 2. Voorafgaand aan de behandeling met pesticiden, worden de te behandelen gebieden gelegen op de in de artikelen 6 tot en met 8 geïdentificeerde en door het grote publiek bezochte plaatsen afgeschermd met een afbakening en wordt er door middel van aanplakking aan het publiek aangekondigd dat de toegang tot deze gebieden verboden is.

Die informatieve aanplakking wordt ten minste vierentwintig uur vóór het gebruik van het product opgehangen bij de ingang van de plaatsen waar de te behandelen gebieden gelegen zijn of in de nabijheid van deze gebieden. Deze aankondiging vermeldt de datum van de behandeling, het gebruikte product en de geplande duur van het toegangsverbod voor het publiek.

De aankondigingen en afbakeningen blijven aanwezig tot de termijn van het toegangsverbod voor het publiek verstreken is.

§ 3. De Regering kan de modaliteiten voor de aanplakking en afbakening, bedoeld in dit artikel, bepalen.

Art. 11. Voor elk gebruik van pesticiden toegestaan conform de artikelen 6, § 2, en 9, § 1, moet de beheerder van het behandelde gebied, ten minste drie jaar lang, een register bijhouden van de pesticiden die hij gebruikt, met vermelding van de naam van het pesticide, de datum van gebruik, de gebruikte dosis, het gebied en het gewas waarvoor het pesticide werd gebruikt, conform artikel 67 van verordening nr. 1107/2009/EG.

Section 4. — Disposition générale

Art. 12. Le Gouvernement fixe les mesures nécessaires pour s'assurer que les utilisateurs professionnels, quelle que soit la zone concernée, appliquent les principes de lutte intégrée contre les ennemis des cultures définis à l'annexe I^{re}.

Le Gouvernement peut compléter la liste des principes visés à l'annexe I^{re}.

CHAPITRE 4. — Formation

Art. 13. § 1^{er}. Les utilisateurs professionnels, les distributeurs et les conseillers exerçant ou établis sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale doivent disposer d'une connaissance approfondie des sujets énumérés à l'annexe II en tenant compte des tâches et des responsabilités spécifiques de la phytolice visée.

Sauf pour la phytolice de type P2s (Usage professionnel spécifique), la connaissance approfondie des matières énumérées à l'annexe II est attestée par la réussite de l'examen de base visé à l'article 14 dans les six ans qui précèdent l'introduction de la demande de phytolice.

Les titulaires des diplômes visés à l'article 31 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable datant de moins de six ans sont également réputés avoir une connaissance approfondie de ces matières.

Le renouvellement des phytolices est subordonné au suivi de la formation continue visée à l'article 16.

§ 2. Le Gouvernement peut compléter la liste des matières visées à l'annexe II.

Art. 14. § 1^{er}. La réussite de l'examen de base donne accès aux phytolices de types P3 (Distribution/Conseil), P2 (Usage professionnel), NP (Distribution/Conseil produits pour un usage non professionnel) ou P1 (Assistant usage professionnel).

Il est organisé un examen de base, pour chacune des phytolices visées à l'alinéa précédent, qui tient compte des tâches et responsabilités du titulaire de la phytolice concernée.

§ 2. Une personne qui échoue à l'examen de base doit représenter celui-ci, après avoir suivi de façon régulière la formation initiale visée à l'article 15.

§ 3. Le Gouvernement arrête les modalités de cet examen.

Art. 15. La formation initiale concernant les phytolices de types P3 (Distribution/Conseil), P2 (Usage professionnel), NP (Distribution/Conseil produits pour un usage non professionnel) ou P1 (Assistant usage professionnel) dure respectivement au minimum 120, 60, 16 et 16 heures.

Elle comprend les matières visées à l'annexe II en tenant compte des tâches et responsabilités du titulaire de la phytolice visée.

Le Gouvernement organise la formation visée au présent article. Il détermine notamment le contenu de la formation pour chaque type de phytolice.

Art. 16. La formation continue concernant les phytolices de types P3 (Distribution/Conseil), P2 (Usage professionnel), NP (Distribution/Conseil produits pour un usage non professionnel) ou P1 (Assistant usage professionnel) implique la participation à respectivement 6, 4, 2 et 3 activités de formation qui traitent d'un ou de plusieurs sujets visés à l'annexe II.

Elle comprend les matières visées à l'annexe II en tenant compte des tâches et responsabilités du titulaire de la phytolice visée.

Le Gouvernement organise la formation visée au présent article. Il détermine notamment le contenu de la formation pour chaque type de phytolice.

CHAPITRE 5. — Information et sensibilisation

Art. 17. Le programme régional de réduction des pesticides prévoit les mesures nécessaires pour informer les utilisateurs tant professionnels que non professionnels, promouvoir et faciliter des programmes d'information et de sensibilisation et promouvoir la lutte intégrée contre les ennemis des cultures et le recours aux méthodes de substitution non chimiques. Les informations mises à disposition concernent notamment :

Afdeling 4. — Algemene bepaling

Art. 12. De Regering legt de nodige maatregelen vast om te garanderen dat de professionele gebruikers, ongeacht het betrokken gebied, de in bijlage I gedefinieerde beginselen van geïntegreerde gewasbescherming toepassen.

De Regering kan de lijst van de in bijlage I bedoelde beginselen aanvullen.

HOOFDSTUK 4. — Opleiding

Art. 13. § 1. Professionele gebruikers, distributeurs en voorlichters die hun activiteit uitoefenen of gevestigd zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moeten een grondige kennis hebben van de onderwerpen opgesomd in bijlage II, rekening houdend met de specifieke aansprakelijkheden en taken van de bedoelde fytolice.

Behalve voor fytolice type P2s (Specifiek professioneel gebruik) wordt de grondige kennis van de materies opgesomd in bijlage II aangetoond door het slagen voor het basisexamen bedoeld in artikel 14 in de zes jaar voorafgaand aan het indienen van de fytoliceaanvraag.

De houders van de diploma's bedoeld in artikel 31 van het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen die van minder dan zes jaar geleden dateren, worden eveneens geacht een grondige kennis over deze materies te bezitten.

De vernieuwing van een fytolice is ondergeschikt aan het volgen van de aanvullende opleiding bedoeld in artikel 16.

§ 2. De Regering kan de lijst van materies bedoeld in bijlage II aanvullen.

Art. 14. § 1. Het slagen voor het basisexamen geeft toegang tot de fytolices van type P3 (Distributie/Voorlichting), P2 (Professioneel gebruik), NP (Distributie/Voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik) of P1 (Assistent professioneel gebruik).

Voor elk van de fytolices bedoeld in het vorige lid wordt een basisexamen georganiseerd dat rekening houdt met de taken en aansprakelijkheden van de houder van de betreffende fytolice.

§ 2. Wie niet slaagt voor het basisexamen, kan zich opnieuw aanbieden nadat hij de in artikel 15 bedoelde basisopleiding op regelmatige wijze heeft gevolgd.

§ 3. De Regering legt de modaliteiten voor dat examen vast.

Art. 15. De basisopleiding met betrekking tot de fytolices van type P3 (Distributie/Voorlichting), P2 (Professioneel gebruik), NP (Distributie/Voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik) of P1 (Assistent professioneel gebruik) duurt respectievelijk minimaal 120, 60, 16 en 16 uur.

Ze omvat de materies bedoeld in bijlage II, rekening houdend met de taken en aansprakelijkheden van de houder van de betreffende fytolice.

De Regering organiseert de in dit artikel bedoelde opleiding. Ze bepaalt met name de inhoud van de opleiding voor elk type van fytolice.

Art. 16. De aanvullende opleiding voor de fytolices van type P3 (Distributie/Voorlichting), P2 (Professioneel gebruik), NP (Distributie/Voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik) of P1 (Assistent professioneel gebruik) impliceert de deelname aan respectievelijk 6, 4, 2 en 3 opleidingsactiviteiten die een of meer in bijlage II bedoelde onderwerpen behandelen.

Ze omvat de materies bedoeld in bijlage II, rekening houdend met de taken en aansprakelijkheden van de houder van de betreffende fytolice.

De Regering organiseert de in dit artikel bedoelde opleiding. Ze bepaalt met name de inhoud van de opleiding voor elk type van fytolice.

HOOFDSTUK 5. — Voorlichting en sensibilisering

Art. 17. Het gewestelijk reductieprogramma voor pesticiden voorziet in de nodige maatregelen om zowel de professionele als de niet-professionele gebruikers te informeren, om voorlichtings- en sensibiliseringsprogramma's te bevorderen en te faciliteren, en om de geïntegreerde gewasbescherming en het gebruik van niet-chemische alternatieve methoden te bevorderen. De ter beschikking gestelde informatie betreft met name :

1° les risques et les éventuels effets aigus et chroniques de l'utilisation de pesticides pour la santé humaine, les organismes non cibles, les eaux souterraines utilisées ou susceptibles d'être utilisées pour la distribution d'eau potable et de l'environnement;

2° le choix et l'utilisation de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures et de méthodes de substitution non chimiques; et

3° la réduction des risques lors du stockage et de l'utilisation de pesticides.

Art. 18. L'Institut communique au Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement en coordination avec le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale les informations sur les cas d'empoisonnements aigus par des pesticides, et sur les cas d'empoisonnements chroniques le cas échéant, dont il a connaissance parmi les groupes pouvant être exposés régulièrement aux pesticides, comme les utilisateurs, les travailleurs agricoles ou les personnes vivant à proximité des zones d'épandage de pesticides.

CHAPITRE 6. — *Manipulation et stockage de pesticides et traitement de leurs emballages et des restes de produits*

Art. 19. Sans préjudice de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballage et de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets, le Gouvernement fixe les règles applicables aux opérations de stockage, de manipulation, de dilution et de mélanges de pesticides, ainsi qu'à la gestion des déchets de pesticides et de leurs emballages par les utilisateurs professionnels.

Art. 20. Le Gouvernement fixe toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les manipulations dangereuses des pesticides autorisés pour un usage non professionnel.

CHAPITRE 7. — *Indicateurs*

Art. 21. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête la liste des indicateurs de risque destinés à surveiller l'utilisation des pesticides.

§ 2. Il met notamment en évidence les points prioritaires tels que les substances actives, les cultures, les zones ou les pratiques nécessitant une attention particulière, ainsi que les bonnes pratiques pouvant être citées en exemple en vue d'atteindre les objectifs de la présente ordonnance.

CHAPITRE 8. — *Sanctions pénales*

Art. 22. Est puni d'une amende de 26 à 25.000 euros, celui qui :

a) méconnaît les articles 6 à 12 de l'ordonnance et ses arrêtés d'exécution;

b) sans préjudice des compétences fédérales en matière de contrôle des phytolicens, ne respecte pas les conditions en matière de formation prescrites aux articles 13 à 16 de l'ordonnance et dans ses arrêtés d'exécution;

c) ne respecte pas les prescriptions en matière de manipulation, de stockage des pesticides et de traitement de leurs emballages et des restes de produits définies aux articles 19 et 20 de l'ordonnance et dans ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE 9. — *Redevances*

Art. 23. Le Gouvernement peut imposer une redevance destinée à couvrir le coût réel du service d'organisation de l'examen de base et des formations visé aux articles 13 à 16 de la présente ordonnance et dans ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE 10. — *Dispositions modificatives, abrogatoires et finales*

Art. 24. § 1^{er}. Dans l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement :

1° l'article 2, 15° est remplacé par ce qui suit :

« 15° l'ordonnance du... relative à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable en Région de Bruxelles-Capitale »;

2° l'article 32, 11° est abrogé;

3° l'article 33 est complété par un 23°, formulé comme suit :

« 23° au sens de l'ordonnance du ... relative à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable en Région de Bruxelles-Capitale :

a) méconnaît les articles 6 à 12 de l'ordonnance et ses arrêtés d'exécution;

1° de risico's en eventuele acute en chronische gevolgen van het gebruik van pesticiden voor de gezondheid van de mens, de niet beoogde organismen, het grondwater dat gebruikt wordt of gebruikt kan worden voor de distributie van drinkwater en voor het leefmilieu;

2° de keuze en het gebruik van geïntegreerde gewasbescherming en niet-chemische alternatieve methodes; en

3° de reductie van de risico's bij de opslag en het gebruik van pesticiden.

Art. 18. Het Instituut houdt de federale overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, in coördinatie met de federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, op de hoogte van alle acute gevallen van vergiftiging door pesticiden en van de eventuele gevallen van chronische vergiftiging bij groepen die geregeld blootgesteld kunnen worden aan pesticiden, zoals gebruikers, landbouwwerknemers of mensen die in de buurt van de sproeigebieden van pesticiden wonen waarvan het Instituut op de hoogte is.

HOOFDSTUK 6. — *Hantering en opslag van pesticiden en verwerking van de verpakkingen en restanten van producten*

Art. 19. Onverminderd het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakingsafval en de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen, legt de Regering de regels vast die van toepassing zijn op het opslaan, hanteren, verdunnen en mengen van pesticiden, net als op het beheer van afval van pesticiden en de verpakking ervan door professionele gebruikers.

Art. 20. De Regering legt alle nodige maatregelen vast om de gevaarlijke hantering van voor niet-professioneel gebruik toegestane pesticiden te vermijden.

HOOFDSTUK 7. — *Indicatoren*

Art. 21. § 1. De Regering stelt de lijst op van de risico-indicatoren bedoeld om het gebruik van pesticiden op te volgen.

§ 2. Ze wijst met name de prioritaire punten aan, zoals werkzame stoffen, teelten, gebieden of praktijken die een specifieke aandacht vereisen, net als de goede praktijken die als voorbeeld genoemd kunnen worden om de doelstellingen van deze ordonnantie te bereiken.

HOOFDSTUK 8. — *Strafsancties*

Art. 22. Wordt bestraft met een boete van 26 tot 25.000 euro, degene die :

a) de artikelen 6 tot en met 12 van de ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten schendt;

b) onverminderd de federale bevoegdheden inzake de controle van de fytolicens, de voorwaarden niet naleeft inzake de opleiding voorgeschreven in de artikelen 13 tot en met 16 van de ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten;

c) de voorschriften niet naleeft inzake de hantering en opslag van pesticiden, net als de verwerking van de verpakking en restanten van producten gedefinieerd in de artikelen 19 en 20 van de ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten.

HOOFDSTUK 9. — *Vergoedingen*

Art. 23. De Regering kan een vergoeding opleggen bedoeld tot dekking voor de werkelijke kosten voor de organisatie van het basisexamen en de opleidingen bedoeld in de artikelen 13 tot en met 16 van deze ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten.

HOOFDSTUK 10. — *Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 24. § 1. In de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestrafing van misdrijven inzake leefmilieu :

1° wordt artikel 2, 15° vervangen door hetgeen volgt :

« 15° de ordonnantie van... betreffende een pesticidegebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest »;

2° wordt artikel 32, 11° opgeheven;

3° wordt artikel 33 aangevuld met een 23°, geformuleerd als volgt :

« 23° in de zin van de ordonnantie van ... betreffende een pesticidegebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

a) de artikelen 6 tot en met 12 van de ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten schendt;

b) sans préjudice des compétences fédérales en matière de contrôle des phytolicens, ne respecte pas les conditions en matière de formation prescrites aux articles 13 à 16 de l'ordonnance et dans ses arrêtés d'exécution;

c) ne respecte pas les prescriptions en matière de manipulation, de stockage des pesticides et de traitement de leurs emballages et des restes de produits définies aux articles 19 et 20 de l'ordonnance et dans ses arrêtés d'exécution. ».

§ 2. L'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à la restriction de l'usage des pesticides par les gestionnaires des espaces publics en Région de Bruxelles-Capitale est abrogée.

§ 3. L'article 38 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature est abrogé.

Art. 25. Le Gouvernement est habilité à adapter les renvois techniques aux symboles, phrases de risques et substances actives des pesticides énoncés aux articles 6 et 9 de la présente ordonnance, ainsi que les annexes jointes à celle-ci, pour se conformer aux modifications apportées à la Directive 2009/128/CE et aux autres textes européens adoptés en matière de pesticides et aux modifications apportées à l'arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole, à l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi et aux autres textes adoptés par le législateur fédéral en matière de pesticides.

Art. 26. La présente ordonnance entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 7 et 13 à 16.

L'article 7 entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et au plus tard le 1^{er} mars 2014.

Les articles 13 à 16 de l'ordonnance entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement, lequel peut fixer un régime transitoire pour l'application de ces dispositions.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juin 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,

Mme C. FREMAULT

Note

(1) *Session ordinaire 2012/2013*

Parlement.

Documents. — Projet d'ordonnance, A-384/1. — Rapport, A-384/2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du vendredi 31 mai 2013.

b) onverminderd de federale bevoegdheden inzake de controle van de fytolicensies, de voorwaarden niet naleeft inzake de opleiding voorgeschreven in de artikelen 13 tot en met 16 van de ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten;

c) de voorschriften niet naleeft inzake de hantering en opslag van pesticiden, net als de verwerking van de verpakking en restanten van producten gedefinieerd in de artikelen 19 en 20 van de ordonnantie en de uitvoeringsbesluiten. ».

§ 2. De ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de beperking van het gebruik van pesticiden door de beheerders van openbare ruimten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt opgeheven.

§ 3. Artikel 38 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wordt opgeheven.

Art. 25. De Regering is bevoegd om de technische verwijzingen naar symbolen, risicozinnen en werkzame stoffen van pesticiden vermeld in de artikelen 6 en 9 van deze ordonnantie aan te passen, alsook de bijlagen bij deze ordonnantie, om te voldoen aan de wijzigingen aangebracht aan Richtlijn 2009/128/EG en andere Europese teksten betreffende pesticiden en aan de wijzigingen aangebracht aan het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik, aan het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke mengsels met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan en aan de andere teksten inzake pesticiden aangenomen door de federale wetgever.

Art. 26. Deze ordonnantie treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 7 en 13 tot en met 16.

Artikel 7 treedt in werking op de datum die door de Regering wordt vastgelegd en ten laatste op 1 maart 2014.

De artikelen 13 tot en met 16 van de ordonnantie treden in werking op de datum die wordt vastgelegd door de Regering, die voor de toepassing van deze bepalingen een overgangsregeling kan vastleggen.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juni 2013.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. C. FREMAULT

Nota

(1) *Gewone zitting 2012-2013.*

Parlement.

Documenten. — Ontwerp van ordonnantie, A-384/1. — Verslag, A-384/2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van vrijdag 31 mei 2013.

Annexe I^{re}

Bijlage I

**Principes généraux en matière
de lutte intégrée contre les ennemis des cultures**

1. La prévention et/ou l'éradication des organismes nuisibles devraient être menées à bien, ou s'appuyer, parmi d'autres possibilités, en particulier sur les moyens suivants :

- la rotation de cultures;
- l'utilisation de techniques de culture appropriées (par exemple : la technique ancienne du lit de semis, les dates et densités des semis, les sous-semis, la pratique aratoire conservatrice, la taille et le semis direct);
- l'utilisation, lorsque c'est approprié, de cultivars résistants/tolérants et de semences et plants normalisés/certifiés;
- l'utilisation équilibrée de pratiques de fertilisation, de chaulage et d'irrigation/de drainage;
- la prévention de la propagation des organismes nuisibles par des mesures d'hygiène (par exemple le nettoyage régulier des machines et de l'équipement);
- la protection et le renforcement des organismes utiles importants, par exemple par des mesures phytopharmaceutiques appropriées ou l'utilisation d'infrastructures écologiques à l'intérieur et à l'extérieur des sites de production.

2. Les organismes nuisibles doivent être surveillés par des méthodes et instruments appropriés, lorsqu'ils sont disponibles. Ces méthodes devraient inclure des observations sur le terrain ainsi que, lorsque c'est possible, des systèmes d'alerte, de prévision et de diagnostic rapide, qui s'appuient sur des bases scientifiques solides, ainsi que des conseils émanant de conseillers professionnels qualifiés.

3. En s'appuyant sur les résultats de la surveillance, l'utilisateur professionnel doit décider s'il doit ou non et quand appliquer des mesures phytopharmaceutiques. Des seuils scientifiquement solides et robustes sont des éléments essentiels à la prise de décision. Pour ce qui est des organismes nuisibles, les seuils d'intervention définis pour la région, pour des zones spécifiques, pour des cultures et pour des conditions climatiques particulières doivent, si possible, être pris en compte avant les traitements.

4. Les méthodes biologiques, physiques et autres méthodes non chimiques durables doivent être préférées aux méthodes chimiques si elles permettent un contrôle satisfaisant des ennemis des cultures.

5. Les pesticides appliqués sont aussi spécifiques que possible à la cible et ont le minimum d'effets secondaires sur la santé humaine, les organismes non cibles et l'environnement.

6. L'utilisateur professionnel devrait maintenir l'utilisation de pesticides et d'autres formes d'intervention aux niveaux nécessaires, par exemple par l'utilisation de doses réduites, la réduction de la fréquence d'application ou en ayant recours à des applications partielles, en tenant compte du fait que le niveau de risque pour la végétation doit être acceptable et que ces interventions n'augmentent pas le risque de développement de résistances dans les populations d'organismes nuisibles.

7. Lorsque le risque de résistance à une mesure phytopharmaceutique est connu et lorsque le niveau d'organismes nuisibles exige l'application répétée de pesticides sur les cultures, les stratégies antirésistance disponibles devraient être appliquées afin de maintenir l'efficacité des produits. Cela peut inclure l'utilisation de plusieurs pesticides ayant différents modes d'action.

8. Sur la base des relevés concernant l'utilisation des pesticides et de la surveillance des organismes nuisibles, l'utilisateur professionnel doit vérifier le taux de réussite des mesures phytopharmaceutiques appliquées.

**Algemene beginselen
van geïntegreerde gewasbescherming**

1. De voorkoming en/of vernietiging van schadelijke organismen moet worden verwezenlijkt of in de hand gewerkt onder meer en met name door :

- gewasrotatie;
- gebruik van adequate teelttechnieken (bijvoorbeeld vals-zaai- en zaai-techniek, zaaitijd en -dichtheid, onderzaaien, conserverende bodembewerking, snoeien en direct inzaaien);
- gebruik, waar passend, van resistente/tolerante cultivars en standaard-/gecertificeerd zaai- en plantgoed;
- gebruik van evenwichtige bemesting, kalkbemesting en irrigatie-/drainagepraktijken;
- het voorkomen van de verspreiding van schadelijke organismen door middel van hygiënemaatregelen (bijvoorbeeld door een regelmatige reiniging van machines en apparatuur);
- bescherming en bevordering van belangrijke nuttige organismen, bijvoorbeeld door adequate beheersmaatregelen of het gebruik van ecologische infrastructuur in en buiten de productiegebieden.

2. Schadelijke organismen moeten worden gemonitord met passende methoden en instrumenten, indien beschikbaar. Tot deze instrumenten behoren, waar mogelijk, veldobservaties en wetenschappelijk verantwoorde waarschuwings-, voorspellings- en vroegdiagnosesystemen, alsmede het ter harte nemen van advies van gekwalificeerde beroepsadviseurs.

3. Op grond van de resultaten van de monitoring moet de professionele gebruiker besluiten of en wanneer hij beheersmaatregelen treft. Streng en wetenschappelijk verantwoorde drempelwaarden zijn essentiële componenten bij de besluitvorming. Waar mogelijk, moet vóór de behandeling van schadelijke organismen rekening worden gehouden met voor de regio, specifieke gebieden, gewassen en bijzondere klimatologische omstandigheden vastgestelde drempelwaarden.

4. Duurzame biologische, fysische, en andere niet-chemische methoden verdienen de voorkeur boven chemische methoden indien hiermee de schadelijke organismen op bevredigende wijze worden bestreden.

5. De gebruikte pesticiden moeten zo doelgericht mogelijk zijn en zo min mogelijk neveneffecten hebben voor de menselijke gezondheid, niet-doelwitorganismen en het milieu.

6. De professionele gebruiker moet het gebruik van pesticiden en andere vormen van ingrijpen beperken tot een noodzakelijk niveau, bijvoorbeeld door kleinere doses, een lagere toepassingsfrequentie of gedeeltelijke toepassingen, op grond van de overweging dat het risico voor de gewassen aanvaardbaar is en de pesticiden de kans op resistentie van de populaties schadelijke organismen niet verhogen.

7. Wanneer het risico op resistentie tegen een beheersmaatregel bekend is en wanneer het niveau van schadelijke organismen dusdanig is dat meerdere toepassingen van pesticiden op de gewassen noodzakelijk zijn, moeten de beschikbare strategieën ter voorkoming van resistentie worden uitgevoerd om de werking van de producten te behouden. Dit kan het gebruik van diverse pesticiden met verschillende werking inhouden.

8. Op basis van de registers over het gebruik van pesticiden en van de monitoring van schadelijke organismen moet de professionele gebruiker zich een oordeel vormen over het succes van de toegepaste beheersmaatregelen.

Annexe II

Thèmes des formations prévues aux articles 13 à 16

1. Intégralité de la législation applicable en ce qui concerne les pesticides et leur utilisation.
2. Existence de produits phytopharmaceutiques illégaux (contrefaçons), risques qu'ils présentent et méthodes d'identification de ces produits.
3. Dangers et risques associés aux pesticides, et moyens disponibles pour les détecter en particulier :
 - a) risques pour les êtres humains (opérateurs, résidents, passants, personnes pénétrant dans les zones traitées et personnes manipulant ou consommant des produits traités) et rôle joué par des facteurs tels que le tabagisme qui aggravent ces risques;
 - b) symptômes d'un empoisonnement par les pesticides et mesures de première urgence;
 - c) risques pour les plantes non cibles, les insectes utiles, la faune sauvage, la biodiversité et l'environnement en général.
4. Les stratégies et les techniques de lutte intégrée contre les ennemis des cultures, les stratégies et techniques de protection intégrée des cultures, les principes de l'agriculture biologique, les méthodes biologiques de lutte contre les ennemis des cultures, informations sur les principes généraux et les lignes directrices spécifiques aux différentes cultures ou secteurs qui s'appliquent en matière de lutte intégrée contre les ennemis des cultures.
5. Initiation à l'évaluation comparative permettant d'aider les utilisateurs professionnels à faire le choix le plus approprié de pesticides ayant le moins d'effets secondaires possibles sur la santé humaine, les organismes non cibles et l'environnement, parmi tous les produits autorisés pour remédier à un problème donné.
6. Mesures visant à réduire au minimum les risques pour les êtres humains, les organismes non visés et l'environnement : lecture et compréhension efficace de l'étiquette, méthodes de travail sûres pour le stockage, la manipulation et le mélange des pesticides, ainsi que pour l'élimination des emballages vides, des autres matériaux contaminés et des pesticides excédentaires (y compris les mélanges restant dans les cuves) sous forme concentrée ou diluée; méthodes préconisées pour limiter l'exposition de l'opérateur (équipements de protection individuelle).
7. Contamination des eaux : approches basées sur le risque, tenant compte des variantes locales du bassin d'alimentation comme le climat, le type de sol et de culture, et le dénivelé.
8. Procédures pour préparer le matériel d'application des pesticides avant utilisation, notamment pour l'étalonnage, et pour faire en sorte que son fonctionnement présente le moins de risques possibles pour l'utilisateur, pour les autres personnes et les espèces animales et végétales non visées, ainsi que pour la biodiversité et l'environnement, y compris les ressources en eau.
9. Utilisation et entretien du matériel d'application des pesticides, et techniques spécifiques de pulvérisation (par exemple, pulvérisation à faible volume et buses antidérive); objectifs du contrôle technique des pulvérisateurs en service, et méthodes pour améliorer la qualité de la pulvérisation. Risques particuliers liés à l'utilisation d'équipement manuel d'épandage de pesticide ou de pulvérisateur à dos et mesures adéquates de gestion des risques.
10. Mesures d'urgence pour protéger la santé humaine et l'environnement, y compris les ressources en eau, en cas de déversement accidentel, de contamination ou d'événements climatiques exceptionnels pouvant donner lieu au lessivage de pesticides.
11. Attention particulière dans les zones protégées établies en vertu des articles 6 et 7 de la Directive 2000/60/CE.
12. Structures de surveillance sanitaire et d'accès aux soins pour signaler tout incident ou incident supposé.
13. Consignation de toute utilisation de pesticides, conformément à la législation applicable.
14. Connaissance de la morphologie et de la physiologie des plantes, des maladies et ennemis des cultures.
15. Classer et identifier les herbes, les maladies, les ennemis des cultures et les symptômes les plus fréquents sur base d'exemples types.
16. Risques et dangers associés aux pesticides destinés aux traitements dans les jardins et par rapport aux plantes d'ornement.

Bijlage II

Opleidingsonderwerpen als bedoeld in de artikelen 13 tot en met 16

1. Alle relevante wetgeving betreffende pesticiden en het gebruik ervan.
2. Het bestaan en de risico's van illegale (nagemaakte) gewasbeschermingsmiddelen en de methoden om dergelijke producten te identificeren.
3. De aan pesticiden verbonden gevaren en risico's en hoe die kunnen worden vastgesteld en beheerst, met name :
 - a) risico's voor de mens (bedieners van toepassingsapparatuur, omwonenden, omstanders, personen die een behandeld gebied betreden en personen die behandelde producten hanteren of consumeren) en hoe die worden verhoogd door factoren zoals roken;
 - b) symptomen van pesticidevergiftiging en eerstehulpmaatregelen;
 - c) risico's voor andere plantensoorten dan de doelsoort en voor nuttige insecten, de wilde fauna, de biodiversiteit en het milieu in het algemeen.
4. Geïntegreerde gewasbeschermingsstrategieën en -technieken, geïntegreerde gewasbeheerstrategieën en -technieken en beginselen van biologische landbouw, methoden voor biologische bestrijding van schadelijke organismen, informatie betreffende de algemene beginselen en gewas- en sectorspecifieke richtsnoeren inzake geïntegreerde gewasbescherming.
5. Een eerste kennismaking met vergelijkend onderzoek voor gebruikers, teneinde professionele gebruikers te helpen tussen alle toegestane producten voor de bestrijding van een gegeven schadelijk organisme in een gegeven situatie de beste keuze te maken uit pesticiden met de minste neveneffecten voor de menselijke gezondheid, niet-doelorganismen en het milieu.
6. Maatregelen om de risico's voor de mens, niet-doelwitorganismen en het milieu zoveel mogelijk te beperken : doeltreffend lezen en begrijpen van het etiket, veilige werkpraktijken voor de opslag, de hantering en de vermenging van pesticiden en voor de verwijdering van lege verpakkingen, ander verontreinigd materiaal en pesticideoverschotten (met inbegrip van mengsels uit tanks), in geconcentreerde dan wel in verdunde vorm; aanbevolen manieren om de blootstelling van bedieners van toepassingsapparatuur te beperken (materiaal voor persoonlijke bescherming).
7. Watervrontreiniging : risicogebaseerde aanpak waarbij rekening wordt gehouden met de lokale afwateringsvariabelen zoals klimaat, soort bodem en gewas, en reliëf.
8. Procedures voor het gebruiksklaar maken van toepassingsapparatuur, met inbegrip van het kalibreren, en voor de bediening ervan met minimaal risico voor de gebruiker, andere mensen, niet-doelsoorten (dieren zowel als planten), de biodiversiteit en het milieu, met inbegrip van watervoorraden.
9. Het gebruik van toepassingsapparatuur en het onderhoud daarvan, alsook specifieke spuittechnieken (bijvoorbeeld kleinvolumeverspuiting en gebruik van spuitdoppen die verwaaiing tegengaan), en voorts de doelstellingen van de technische controle van spuitapparatuur die in gebruik zijn en manieren om de spuitkwaliteit te verbeteren. Specifieke risico's die verbonden zijn aan handapparatuur voor de toepassing van pesticiden of rugsputten, en de desbetreffende risicobeheersmaatregelen.
10. Noodmaatregelen ter bescherming van de menselijke gezondheid en het milieu, met inbegrip van watervoorraden, in het geval van onbedoelde verliezen, verontreiniging en extreme weersomstandigheden met risico op wegspoelen van pesticiden.
11. Speciale zorg in beschermingsgebieden ingesteld op grond van de artikelen 6 en 7 van Richtlijn 2000/60/EG.
12. Gezondheidsbewaking en contactpunten voor het rapporteren van eventuele of te verwachten incidenten.
13. Registratie van elk gebruik van pesticiden, conform de toepasselijke wetgeving.
14. Kennis van de morfologie en de fysiologie van planten, ziekten en schadelijke organismen.
15. Indelen en identificeren van de meest voorkomende onkruidsoorten, ziekten, schadelijk organismen en symptomen op basis van typevoorbeelden.
16. Risico's en gevaren verbonden met pesticiden die worden gebruikt voor behandelingen in tuinen en ten aanzien van sierplanten.

Annexe III

Phrases de risques

Partie A.

R1/EUH001 Explosif à l'état sec

R2 Risque d'explosion par le choc, la friction, le feu ou d'autres sources d'ignition

R3 Grand risque d'explosion par le choc, la friction, le feu ou d'autres sources d'ignition

R4 Forme des composés métalliques explosifs très sensibles

R5/H240 Danger d'explosion sous l'action de la chaleur

R6/EUH006 Danger d'explosion en contact ou sans contact avec l'air

H200 Explosif instable

H201 Explosif : danger d'explosion en masse

H202 Explosif : danger sérieux de projection

H203 Explosif : danger d'incendie, d'effet de souffle ou de projection

H204 Danger d'incendie ou de projection

H205 Danger d'explosion en masse en cas d'incendie

R7/H242 Peut provoquer un incendie

R8/H270 Favorise l'inflammation des matières combustibles

R12/H221, H224, H242 Extrêmement inflammable

R14/EUH014 Réagit violemment au contact de l'eau

R15/H260 Au contact de l'eau, dégage des gaz extrêmement inflammables

R16 Peut exploser en mélange avec des substances comburantes

R17/H250 Spontanément inflammable à l'air

R18/EUH018 Lors de l'utilisation, formation possible de mélange vapeur-air inflammable/explosif

R19/EUH019 Peut former des peroxydes explosifs

R29/EUH029 Au contact d'un acide, dégage un gaz toxique

R30 Peut devenir très inflammable pendant l'utilisation

R31/EUH031 Au contact d'un acide, dégage un gaz toxique

R32/EUH032 Au contact d'un acide, dégage un gaz très toxique

R39/H370,EUH070 Danger d'effets irréversibles très graves

R40/EUH070 Effet cancérogène suspecté - preuves insuffisantes

R45/H350 Peut provoquer le cancer

R46/H340 Peut provoquer des altérations héréditaires

R48/H372,H373 Risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée

R48/21 – H373 Nocif : risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par contact avec la peau

R48/20/21 – H373 Nocif : risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation et par contact avec la peau

R48/21/22 – H373 Nocif : risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par contact avec la peau et par ingestion

R48/20/21/22 – H373 Nocif : risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation, contact avec la peau et ingestion

R49/H350i Peut provoquer le cancer par inhalation

R60/H360F Peut altérer la fertilité

R61/H360D Risque pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant

Bijlage III

Waarschuwingzinnen

Deel A.

R1/EUH001 In droge toestand ontplofbaar

R2 Ontploffingsgevaar door schok, wrijving, vuur of andere ontstekingsoorzaken

R3 Groot ontploffingsgevaar door schok, wrijving, vuur of andere ontstekingsoorzaken

R4 Vormt met metalen zeer gemakkelijk ontplofbare verbindingen

R5/H240 Ontploffingsgevaar bij verwarming

R6/EUH006 Ontplofbaar met en zonder lucht

H200 Instabiele ontplofbare stof

H201 Ontplofbare stof; gevaar voor massa-explosie

H202 Ontplofbare stof; ernstig gevaar voor scherfwerking

H203 Ontplofbare stof; gevaar voor brand, luchtdrukwerking of scherfwerking

H204 Gevaar voor brand of scherfwerking

H205 Gevaar voor massa-explosie bij brand

R7/H242 Kan brand veroorzaken

R8/H270 Bevordert de ontbranding van brandbare stoffen

R12/H221, H224, H242 Zeer licht ontvlambaar

R14/EUH014 Reageert heftig met water

R15/H260 Vormt zeer licht ontvlambaar gas in contact met water

R16 Ontploffingsgevaar bij menging met oxiderende stoffen

R17/H250 Spontaan ontvlambaar in lucht

R18/EUH018 Kan bij gebruik een ontvlambaar/ontplofbaar damp-luchtmengsel vormen

R19/EUH019 Kan ontplofbare peroxiden vormen

R29/EUH029 Vormt giftig gas in contact met water

R30 Kan bij gebruik licht ontvlambaar worden

R31/EUH031 Vormt giftig gasen in contact met zuren

R32/EUH032 Vormt zeer giftige gasen in contact met zuren

R39/H370,EUH070 Gevaar voor ernstige onherstelbare effecten

R40/EUH070 Carcinogene effecten zijn niet uitgesloten - onvoldoende bewijzen

R45/H350 Kan kanker veroorzaken

R46/H340 Kan erfelijke genetische schade veroorzaken

R48/H372,H373 Gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling

R48/21 – H373 Schadelijk : gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij aanraking met de huid

R48/20/21 – H373 Schadelijk : gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij inademing en aanraking met de huid

R48/21/22 – H373 Schadelijk : gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij aanraking met de huid en opname door de mond

R48/20/21/22 – H373 Schadelijk : gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij inademing, aanraking met de huid en opname door de mond.

R49/H350i Kan kanker veroorzaken bij inademing

R60/H360F Kan de vruchtbaarheid schaden

R61/H360D Kan het ongeborn kind schaden

R62/H361f Risque possible d'altération de la fertilité
 R63/H361d Risque possible pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant
 R60/61 – H360FD
 R60/63 – H360Fd
 R61/62 – H360Df
 R62/63 – H361fd
 R64/H362 Risque possible pour les bébés nourris au lait maternel
 R68/H371 Possibilité d'effets irréversibles
 Partie B.
 R50/H400 Très toxique pour les organismes aquatiques
 R51/H411 Toxique pour les organismes aquatiques
 R53/H413 Peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique

Annexe IV

**Lieux et établissements
 qui accueillent ou hébergent des groupes vulnérables**

Partie A.

- cours de récréation et espaces habituellement fréquentés par les élèves dans l'enceinte des établissements scolaires et des internats;
- espaces habituellement fréquentés par les enfants dans l'enceinte des crèches, des infrastructures d'accueil de l'enfance.

Partie B.

- aires de jeux destinées aux enfants;
- aires aménagées pour la consommation de boissons et de nourriture, y compris leurs infrastructures, ouvertes au public.

Partie C.

- centres hospitaliers et hôpitaux;
- établissements de santé privés;
- maisons de santé;
- maisons de réadaptation fonctionnelle;
- établissements qui accueillent ou hébergent des personnes âgées;
- établissements qui accueillent des personnes adultes handicapées ou des personnes atteintes d'une pathologie grave.

Vu pour être annexé à l'ordonnance du 20 juin 2013 relative à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable en Région de Bruxelles-Capitale.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,

Mme C. FREMAULT

R62/H361f Mogelijk gevaar voor verminderde vruchtbaarheid
 R63/H361d Mogelijk gevaar voor beschadiging van het ongeboren kind
 R60/61 – H360FD
 R60/63 – H360Fd
 R61/62 – H360Df
 R62/63 – H361fd
 R64/H362 Kan schadelijk zijn (voor baby's) via de borstvoeding
 R68/H371 Onherstelbare effecten zijn niet uitgesloten
 Deel B.
 R50/H400 Zeer giftig voor in het water levende organismen
 R51/H411 Giftig voor in het water levende organismen
 R53/H413 Kan in het aquatisch milieu op lange termijn schadelijke effecten veroorzaken

Bijlage IV

**Plaatsen en inrichtingen
 voor de opvang of huisvesting van kwetsbare groepen**

Deel A.

- speelplaatsen en ruimten waar leerlingen gewoonlijk samenkomen binnen scholen of internaten;
- ruimten waar kinderen gewoonlijk samenkomen binnen kinderdagverblijven of kinderopvangstructuren.

Deel B.

- speelterreinen voor kinderen;
- terreinen ingericht voor de consumptie van drank en voedsel, met inbegrip van de voor het publiek toegankelijke infrastructuur op deze terreinen.

Deel C.

- ziekenhuiscentra en ziekenhuizen;
- privéverzorginstellingen;
- gezondheidscentra;
- revalidatiecentra;
- instellingen voor de opvang of huisvesting van bejaarden;
- instellingen voor de opvang van volwassenen met een handicap of een ernstige ziekte.

Gezien om te worden gevoegd bij de ordonnantie van 20 juni 2013 betreffende een pesticidegebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. C. FREMAULT